

LES EFFETS DE LA FRANCOPHILIE SUR LES ÉLITES POLITIQUES CANADIENNES- FRANÇAISES : L'EXEMPLE DE LA FAMILLE MARCHAND (1855–1942)¹

Alex Tremblay, étudiant à la maîtrise en histoire
Université Laval

Résumé

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'intérêt grandissant des élites canadiennes-françaises pour la France les amène à se redéfinir, voire à poser des gestes concrets pour affirmer cette francophilie. Le cas de la famille de l'ancien premier ministre Félix-Gabriel Marchand illustre bien ce phénomène sur deux générations, soit du début de sa vie active, en 1855, au décès de son gendre, le sénateur Raoul Dandurand en 1942. Cet article vise donc à explorer les causes de cette francophilie. Puis, en se penchant sur des sources privées (correspondance familiale, journaux intimes, etc.), il montre comment les Marchand se sont constitué un réseau social au sein duquel les Français installés au Québec ou simplement de passage prennent une place prépondérante et comment cette francophilie a influencé leurs pratiques culturelles et les répercussions de celle-ci dans l'exercice des fonctions politiques de Félix-Gabriel Marchand et de son gendre Raoul Dandurand. Bien plus que de simples amitiés, les relations qu'ils nouent avec des Français contribuent au développement des relations diplomatiques entre le Canada et la France.

Abstract

During the second half of the nineteenth century, French-Canadian elites developed a growing interest for French culture. This led them to redefine their francophilia, and take concrete actions to assert it. To illustrate, this paper examines two generations of the family of former Quebec Premier Félix-Gabriel Marchand, from the beginning of his active life in 1855 to the death of his son-in-law, Senator Raoul Dandurand, in 1942. The paper first explores the roots of this francophilia. Then, through the analysis of Marchand family papers (correspondence, diaries, etc.), it shows how francophilia guided the elites in building their networks of socialization, how it influenced their cultural practices and how it shaped their political actions. The relationship of these political elites with the French went well beyond friendship and involved the development of diplomatic ties between Canada and France.

Plus qu'aux flunkeys canadiens-français pur sang, on pourrait lui pardonner à lui, dont le sang est mêlé (sa mère ayant été écossaise), une teinte d'anglification; mais, malgré cette tache originelle, mon cher père [Félix-Gabriel Marchand] se montre et se sent aussi français qu'un Vendéen²,

—Joséphine Marchand, 1897.

Introduction

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'intérêt pour la France croît sensiblement au Québec. Bien que les liens avec la France n'aient jamais été rompus depuis la Conquête³, après le passage de *La Capricieuse* (1855), le regard des élites canadiennes-françaises se tourne de plus en plus assidûment vers leur ancienne métropole. On s'en inspire lors de la création de nouveaux établissements d'enseignement supérieur⁴, on en cherche la reconnaissance littéraire et on développe des relations diplomatiques avec ce pays. Les voyages de Canadiens français en France se font de plus en plus fréquents et la présence française au Québec s'accroît. L'immigration française augmente sensiblement dans le dernier tiers du XIX^e siècle alors que bon nombre de musiciens et de comédiens en provenance de l'Hexagone contribuent à faire connaître la culture de leurs pays au Québec.

Dans ce contexte, plusieurs Canadiens français, voire même certains Canadiens anglais⁵, développent un vif intérêt pour la culture française. Cette francophilie, souvent évoquée dans les biographies de personnages marquants de cette époque⁶ et dans les travaux d'historiens sur les relations entre la France et le Québec⁷, n'a pourtant jamais fait l'objet d'une étude à part entière. Ses racines sont souvent décrites avec moult précisions⁸, mais personne ne s'est intéressé directement à ses effets. Or, au tournant du XX^e siècle, elle a de réels impacts sur la société et la culture québécoise ainsi que sur la manière dont ses tenants dotés de fonctions politiques interviennent dans la sphère publique.

Afin de le démontrer, nous nous pencherons sur l'exemple de la famille Marchand et, plus spécifiquement, sur trois de ses membres : Félix-Gabriel, sa fille Joséphine et l'époux de celle-ci, Raoul Dandurand. Le premier, à titre de conseiller municipal de la ville de Saint-Jean (1858–1859) puis, à titre de premier ministre du Québec (1897–1900) laisse transparaître sa francophilie dans l'exercice de ses fonctions. La seconde prend part activement au rapprochement avec la France en entretenant des liens avec les consuls français en poste au Québec et en représentant le Canada à l'Exposition universelle de Paris en 1900. Le dernier est quant à lui responsable de l'ouverture de la légation du Canada à Paris en 1927 et est l'un des principaux artisans des

relations diplomatiques entre la France et le Canada dans la première moitié du XX^e siècle⁹. La famille Marchand constitue donc un cas particulièrement intéressant qui permet de jauger des effets de la francophilie sur les élites politiques canadiennes-françaises sur deux générations, soit du début de la vie active de Félix-Gabriel Marchand, en 1855, au décès de son gendre Raoul Dandurand en 1942.

À la lumière de nos recherches, il appert que, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'intérêt pour la France croît sensiblement au sein des élites canadiennes-françaises et que son statut de métropole culturelle – qu'elle occupait déjà aux côtés de l'Angleterre et du Vatican au début du XIX^e siècle¹⁰ – s'accroît de façon significative. Cela a pour conséquence de modifier les structures des élites et d'orienter leurs actions politiques vers un rapprochement – tant idéologique que diplomatique – avec la France. Afin de le démontrer, nous nous appuyons sur la correspondance familiale des Marchand, sur les *Mémoires* de Raoul Dandurand¹¹ et sur le journal intime de Joséphine Marchand¹². À ces sources, s'ajoutent quelques articles de journaux de l'époque auxquels les Marchand collaborent ainsi que diverses sources nous informant des actions politiques des membres de cette famille (procès-verbaux du conseil municipal de Saint-Jean-sur-Richelieu, débats du Sénat, débats de l'Assemblée législative, etc.). Bien que ce corpus ne nous permette pas de saisir pleinement la dimension économique des échanges entre la France et le Québec à cette époque, celui-ci offre un regard personnel et détaillé sur les échanges politiques et culturels entre ces deux États. Il s'avère donc on ne peut plus pertinent pour étudier la France comme métropole culturelle.

Nous nous pencherons d'abord sur l'image que les Marchand se font de la France. Cela permettra de montrer comment leur francophilie contribue à faire de la France un modèle pour les élites canadiennes-françaises bien que cela ne les empêche pas de formuler certaines critiques à l'encontre de leur ancienne métropole. Puis, nous nous attarderons à montrer comment cet intérêt pour la France modifie les réseaux de sociabilité des élites et s'impose comme un symbole d'appartenance à cette classe sociale. Enfin, nous nous intéresserons aux effets politiques de cette francophilie et démontrerons son impact dans les politiques québécoises et dans le développement de rapports plus soutenus entre le Canada et la France.

1. La construction d'une nouvelle image de la France

1.1 *La Troisième République : un modèle politique*

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, la France s'impose de plus en plus comme un modèle politique et culturel au sein des élites canadiennes-françaises d'allégeance libérale. On s'y compare,

on l'admire. La Troisième République suscite alors l'intérêt de bon nombre de notables libéraux au Québec. C'est notamment le cas de Joséphine Marchand dont la pensée politique s'inspire largement des idées républicaines françaises¹³ et qui admire les chefs républicains français¹⁴. C'est également le cas de son mari, Raoul Dandurand, pour qui la France apparaît comme un État dont les parlementaires sont dotés de qualités intellectuelles, d'une compétence et d'une culture ineffables. Lorsqu'il compare le Canada à la France, il conclut qu'« il nous faut parcourir un long chemin avant d'atteindre le niveau des parlementaires français. Le Palais-Bourbon et le Luxembourg sont remplis de professeurs de toutes les universités françaises¹⁵ ». Certes, la France – particulièrement celle de la Troisième République – révulse toujours les milieux ultramontains et la presse conservatrice¹⁶, mais il n'en demeure pas moins qu'elle jouit d'une image de plus en plus enviable au sein des élites libérales et que ces défenseurs ne sont pas dénués d'importance. En octobre 1890, la visite du comte de Paris et de son fils à Montréal donne l'occasion à un groupe de notables qui s'opposent à ce que le prétendant orléaniste au trône de France soit reçu en grandes pompes de faire une profession de foi républicaine et d'affirmer leur attachement au système politique français. Plusieurs centaines de personnes de partout au Québec, parmi lesquelles figurent des noms aussi prestigieux que l'ancien ministre de la Justice Rodolphe Laflamme, l'ancien maire de Montréal Honoré Beaugrand, le conseiller législatif Wilfrid Prévost, l'homme de lettres Louis Fréchette et le jeune avocat Raoul Dandurand signent une adresse au président de la République française dans laquelle ils présentent « leurs plus respectueux hommages et [réitèrent] leur sympathique adhésion aux institutions républicaines que la France s'est librement données¹⁷ ». Toutefois, même s'il est l'un des organisateurs de cette manifestation politique et qu'il admire la France de la Troisième République, Dandurand prendra bien soin de se distancier de cet événement en qualifiant plus tard de « légende » le fait qu'il aurait lancé au comte de Paris : « Vive la République!¹⁸ ». Cependant, cela ne l'empêche pas de glisser dans ses lignes un éloge de la France et de la République lors de son premier discours au Sénat (février 1898) en faisant référence à la France lorsqu'il évoque la prospérité du Canada. C'est parce que l'ancienne métropole constitue un modèle commercial et politique puisque celle-ci est la « plus riche nation du monde » et qu'elle est « assise sur le roc », voire « immortelle¹⁹ », aux yeux du nouveau sénateur.

1.2 *La France de la Troisième République : un modèle culturel*

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, la culture de l'Hexagone rayonne de plus en plus au Québec et son statut de métropole culturelle s'affirme davantage au sein des élites canadiennes-françaises. La France demeure certes « le pays de nos ancêtres²⁰ » évoqué par Félix-Gabriel Marchand dans ses souvenirs de voyages, mais elle devient surtout un modèle culturel. Pour Joséphine Marchand, elle est « notre patrie intellectuelle », le « foyer de toutes les lumières²¹ ». Ainsi, pour Raoul Dandurand, les Canadiens français sont des « héritiers » de la France et celle-ci est pour eux « une seconde patrie spirituelle » au même titre que la Grèce l'est pour la France²². Les élites politiques apprécient donc particulièrement le caractère moderne de la France de cette époque. La « magnificence » du Paris haussmannien au tournant du XX^e siècle et ses « splendeurs modernes²³ » suscitent l'admiration de Félix-Gabriel Marchand tout comme celle de bon nombre de notables occidentaux. Paris domine alors le marché de l'art international et ses universités jouissent d'une réputation enviable²⁴. En matière de mode vestimentaire, elle s'impose et ce, depuis le XVIII^e siècle, comme la « référence suprême du chic et du bon ton²⁵ » alors que, dans le domaine de l'urbanisme, elle devient un modèle prisé dont le rayonnement s'étend par delà de ses frontières.

En littérature, par exemple, on se compare au modèle français et on s'en inspire. Mieux, on juge en partie de la valeur de ses travaux à l'appréciation qu'ont les hommes de lettres français de ceux-ci. Le cas de la famille Marchand l'illustre parfaitement. Le théâtre de Félix-Gabriel Marchand puise largement dans celui d'Émile Augier, dramaturge français en vogue sous le Second Empire²⁶. Qui plus est, il est particulièrement fier de la lettre qu'il a reçue de Lamartine dans laquelle l'auteur lui témoigne de l'intérêt de sa prose²⁷. Sa fille, quant à elle, s'abreuve de littérature française – elle lit Dumas, Lamartine, La Bruyère, La Fontaine, La Rochefoucauld et bien d'autres auteurs français. Lorsque vient le temps de vanter les mérites des hommes de lettres québécois, Joséphine cherche à montrer leur valeur en les comparant aux plus grands auteurs français :

Arthur Buies me paraît l'excentrique et original Alphonse Karr canadien; la prose de Marmette me fait penser à celle de Lamartine; Fréchette se rapproche de Victor Hugo; Faucher de St-Maurice, de Chateaubriand; Legendre, de Paul Féval. J'allais oublier mon cher papa, dont les comédies ont la gaieté et l'humour de certaines de Molière²⁸.

Sous la plume de Joséphine Marchand, Karr, Lamartine, Hugo, Chateaubriand, Féval et Molière deviennent donc un idéal à atteindre et une référence pouvant témoigner de la valeur des auteurs qu'elle cite.

Cette admiration est même si grande que, lorsque Joséphine se prend à préférer les romans de Joseph Marmette à ceux de la romancière française Raoul de Navary, elle affirme qu'elle « hasarde peut-être là une opinion de petit connaisseur » et se demande « [l]e patriotisme excuse-t-il l'ignorance?²⁹ ». Pour Joséphine, comme pour bon nombre de ses contemporains, oser penser qu'un auteur québécois peut présenter plus d'intérêt qu'un romancier français, c'est faire preuve d'ignorance. Dans ce contexte, être publié dans l'Hexagone devient un rêve. Pour Joséphine, la consécration littéraire serait donc de faire un petit article et de l'envoyer au *Monde illustré* de Paris³⁰.

Les élites canadiennes-françaises s'inscrivent donc dans un mouvement international auquel participent d'ailleurs aussi les élites américaines³¹ et britanniques³². Toutefois, à la distinction des notables d'ailleurs dans le monde, ceux du Québec s'affichent fièrement comme les héritiers de cette culture. À l'occasion du dévoilement du monument dédié à Samuel de Champlain, Joséphine Marchand le rappelle très clairement : « nous sommes issus de la première nation du monde », les Canadiens français sont « héritiers du génie latin³³ ».

1.3 Une admiration qui n'est pas dénuée de critiques

La France devient donc non seulement un modèle politique aux yeux de bon nombre des élites d'allégeance libérale mais, surtout, un modèle culturel. Il faut cependant se garder de voir derrière ce nouveau regard une admiration aveugle de la part de ces élites. Celles-ci demeurent critiques face à la Troisième République. Dans ses *Mémoires*, Raoul Dandurand mentionne que le « bel ensemble de valeurs intellectuelles [qui siègent à l'Assemblée nationale et au Sénat en France] présente le danger d'une instabilité perpétuelle³⁴ ». Sa femme, pourtant si admirative devant l'érudition des citoyens de l'Hexagone et si éprise de littérature française, est aussi capable de porter un regard critique sur la France. Elle déplore, par exemple, l'impossibilité d'avoir une conversation soutenue avec le comte Claude-Gabriel de Sesmaisons, consul de France à Québec de 1881 à 1883, puisqu'il dispose de peu de « ressources conversationnelles³⁵ ». De même, tout auteur français n'est pas digne d'être admiré pour Joséphine Marchand comme en témoigne son journal dans lequel elle critique sévèrement certains romanciers français : « Oh la ! la ! que c'est fou, et que ces romanciers sont bêtes ! Qu'ils rapetissent l'humanité³⁶. » De plus, l'attrait pour l'Angleterre demeure présent même s'il s'estompe de plus en plus derrière l'aura de la France sur le plan culturel. Au cours d'un discours resté célèbre prononcé en juin 1877, Wilfrid Laurier – dont Raoul Dandurand est particulièrement proche – se réclame d'un libéralisme anglais réformiste et se distancie du libéralisme français révolutionnaire³⁷. De même,

lorsque vient le temps de défendre son appui à la France au Sénat, Raoul Dandurand invoque la presse britannique et des personnalités britanniques de premier plan³⁸ appuyant les politiques françaises³⁹. Cela démontre bien l'importance que conserve le Royaume-Uni sur le plan politique aux yeux des élites canadiennes-françaises. Celui-ci demeure un modèle fréquemment cité. Londres continue d'être une métropole culturelle importante. Cependant, peu à peu, le rayonnement de la France sur les élites canadiennes-françaises s'accroît et cela les amène à la voir différemment, Paris prenant peu à peu le dessus sur Londres sur le plan culturel.

2. La modification des structures des réseaux de sociabilité des élites

2.1 La volonté croissante de faire une place aux Français au sein de son réseau social

L'attrait pour la France des élites canadiennes-françaises a également des effets importants sur la structure des élites. En effet, leur intérêt grandissant pour la France pousse les notables les plus francophiles à insérer les Français installés au Québec ou simplement de passage dans leur réseau de sociabilité, voire à leur donner une place prépondérante au sein de celui-ci. Ainsi, dès l'arrivée d'un consul français au Québec, en 1859, sa résidence devient un lieu de rendez-vous prisé par les élites de la ville de Québec : « tout ce que la société de la ville de Québec compte de beaux esprits, les Parent, les Garneau, les Ferland, les Chauveau, les La Rue, les Casgrain et les Taché⁴⁰ » se retrouvent chez le consul Charles-André-Philippe Gauldrée-Boileau. Ses successeurs – sauf exception – connaissent le même succès : Albert Lefavre (en poste de 1875 à 1881) noue de nombreuses amitiés avec des personnalités canadiennes⁴¹, Georges Dubail (en poste de 1886 à 1890) réussit à réunir certaines des personnalités les plus en vue de l'époque autour de lui⁴² pour fonder la Chambre de commerce française de Montréal en 1886 alors qu'Alfred Kleckowski (en poste de 1894 à 1906) est considéré par l'Université Laval comme un précieux « ami⁴³ » et reçoit de cette institution un doctorat honoris causa le 18 juin 1900.

Les Marchand ne font pas exception à cet intérêt pour la France. Dès son adolescence, Félix-Gabriel Marchand entretient une amitié avec Henri Tugault, un jeune Français dont les parents ont émigré au Canada en 1836⁴⁴. Particulièrement proche de cet ami, il part en voyage en France avec lui en 1850 et œuvre à ses côtés au conseil municipal de Saint-Jean-sur-Richelieu à compter de 1858. Puis, lorsqu'il est appelé à siéger à l'Assemblée législative à compter de 1867, il se met à fréquenter assidûment les consuls généraux de France à Québec. Il est, entre autres, invité à dîner par les consuls Albert Lefavre⁴⁵, Georges Dubail⁴⁶ et Alfred Kleckowski⁴⁷. Il est même assez intime avec

l'historien François-Edme Rameau de Saint-Père pour le recevoir à Saint-Jean-sur-Richelieu en 1888⁴⁸. Sa fille et son gendre s'entourent également de Français. Joséphine fréquente régulièrement les Obalski⁴⁹ dont elle semble particulièrement proche puisqu'ils ont l'amabilité de l'héberger à l'occasion d'un séjour à Québec en 1885⁵⁰. En novembre 1893, lorsqu'elle apprend que l'écrivain français Paul Bourget et son épouse sont de passage au Canada, elle laisse à l'attention de l'auteur sa carte et une critique d'un des derniers romans qu'elle a signée dans *Le Coin du feu* dans l'espoir que Bourget manifeste le désir de la rencontrer⁵¹. Raoul noue, quant à lui, de nombreuses amitiés avec des hommes politiques et des intellectuels français. Il est un ami intime de Gabriel Hanotaux, fréquente assidûment Aristide Briand et est reçu à dîner par Raymond Poincaré. Qui plus est, à la fin du XIX^e siècle, son étude d'avocats est située dans le même bâtiment que le consulat général de France⁵². La proximité est donc non seulement amicale mais aussi physique.

2.2 *La francophilie, symbole d'appartenance aux élites*

La francophilie devient également un symbole d'appartenance aux élites au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Le cas de la famille Marchand permet bien de le mettre en lumière. À l'époque, il est de bon ton de connaître la France pour briller dans les salons. Dans son journal, Joséphine rapporte que « [c]omme j'aime l'étude et que je suis les évènements politiques de mon pays et de la France, je constate que les personnes instruites aiment assez à causer avec moi⁵³ ». De même, lorsqu'elle rencontre pour la première fois Raoul Dandurand, elle lui demande s'il s'intéresse « aux choses de la France⁵⁴ », condition nécessaire, semble-t-il, pour être véritablement digne d'intérêt à ses yeux et, pour lui prouver qu'elle s'inscrit aussi dans cette culture, elle lui répond qu'elle lit les journaux français que son père reçoit.

L'attrait pour la France devient même un facteur distinctif permettant de départager d'une part, les élites et, d'autre part, le peuple. Pour Raoul Dandurand, « [l]a masse [populaire] n'a gardé qu'un sentiment platonique pour le pays de ses origines⁵⁵ » et il ne peut pas « lui reprocher cette absence ou cet affaiblissement de sentiment » pour la France, car celle-ci « l'a complètement abandonnée⁵⁶ ». Les élites, cependant, se doivent de s'inscrire dans une culture élitaires au sein de laquelle la France constitue un idéal, un modèle à atteindre pour être digne de son rang afin de se démarquer de la « pensée populaire » : « Notre état colonial et notre modeste situation poussent une élite à se retourner vers la France pour y puiser tout ce qui lui manque ici⁵⁷ ». La francophilie devient donc un facteur permettant de jauger de l'appartenance aux élites.

Dans ce contexte, il importe de tenir compte de cet intérêt pour la France dans l'éducation offerte aux notables de demain. Déjà, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, quelques personnes aisées font bénéficier leurs enfants de leur abonnement à des journaux français et les encouragent à cultiver un amour pour la France. C'est le cas de Joséphine Marchand comme nous l'avons vu, mais aussi de Raoul Dandurand dont le père admire les idéaux républicains – tant américains que français. Le jeune Raoul s'initie donc dès son enfance aux débats politiques où s'affrontent royalistes et républicains en lisant la presse parisienne et les débats parlementaires français rapportés dans le *Courrier des Etats-Unis*⁵⁸. Toutefois, alors que, dans les années 1880, il scandalise son professeur d'éléments latins – le futur M^{sr} Adélarde Langevin – lorsqu'il se déclare républicain, dans le premier tiers du XX^e siècle, l'amour de la France est largement intégré dans l'éducation des jeunes élites. Signe de l'importance qu'accordent les élites canadiennes-françaises à éduquer leurs enfants dans une certaine francophilie, en 1917, Raoul Dandurand affirme que « toute la pensée [de la jeunesse instruite] se nourrit de la pensée française⁵⁹ ». En janvier 1938, Dandurand participe même à la fondation du Collège Stanislas de Montréal, filiale du prestigieux établissement d'enseignement parisien du même nom. L'établissement de cette école offrant une formation française en plein cœur d'Outremont, lieu de résidence par excellence des élites canadiennes-françaises, démontre bien l'intérêt du sénateur à transmettre la francophilie qui l'habite aux notables de demain⁶⁰.

3. Les effets de la francophilie sur les actions politiques des élites

3.1 *Des politiques qui s'inspirent de la France et la mettent en valeur*

La francophilie des élites politiques canadiennes-françaises se traduit également dans l'exercice de leurs fonctions politiques : tantôt elles s'inspirent de la France et en rappellent le souvenir, tantôt elles l'appuient. Les activités politiques de Félix-Gabriel Marchand permettent d'ailleurs de le constater et ce, dès ses débuts dans l'arène publique. En mars 1858, à peine quelques mois après qu'il ait été élu conseiller municipal de la ville de Saint-Jean, Marchand propose de changer le nom anglais de certaines rues pour les remplacer par des noms dont la prononciation et, idéalement, l'orthographe seraient le même en anglais et en français. Il profite alors de l'occasion pour mettre de l'avant les racines françaises de la colonie en proposant que deux des principales artères de la ville – Front Street et McComming Street – soient respectivement renommées rues Richelieu et Champlain⁶¹. De même, lorsqu'il devient premier ministre, son gouvernement nomme

un canton Honfleur en l'honneur de la ville d'où est parti Samuel de Champlain⁶². Bien plus qu'une fantaisie toponymique, ces gestes sont significatifs pour Félix-Gabriel Marchand. Dans une lettre adressée à un prêtre déplorant l'anglicisation de la toponymie de la province de Québec, Marchand répond :

Il y a déjà bien longtemps que je déplore comme vous les changements que l'on opère dans la physionomie de notre province, par cette manie à laquelle participent quelquefois nos compatriotes d'origine française, de donner à nos localités, à nos rues, à nos bureaux de poste et à nos institutions financières et industrielles des noms anglais. [...] Soyez certains que nous sommes désireux comme vous de conserver à notre province, sa physionomie française⁶³.

Qui plus est, les politiques françaises alimentent la réflexion des hommes politiques québécois. Dès le début des années 1880, Chapleau propose une série de mesures dans le domaine de l'éducation s'inspirant des réformes alors menées par Jules Ferry en France. En effet, son cabinet fait voter « un bill d'inspiration française » visant à uniformiser les manuels scolaires, propose des mesures retirant au clergé le droit de choisir les livres de religion et de morale et suggère qu'on enlève au Conseil de l'Instruction publique l'inspection des écoles⁶⁴. Bien que ces lois soient rejetées par le Conseil législatif devant l'ire des évêques et des ultramontains, la France demeure un modèle politique dans le domaine de l'éducation chez certains libéraux et même chez certains conservateurs modérés tels que Chapleau. Lors des débats sur le projet de ministère de l'Instruction publique du gouvernement Marchand (1897), le député libéral Henri-Sévérin Béland se lève d'ailleurs en chambre pour citer Adolphe Thiers et rappeler que les idées d'Honoré Mercier sur cette question s'inspiraient de celle d'Émile de Girardin⁶⁵. De même, Joseph-Émery Robidoux, ministre responsable de ce projet, prend pour exemple l'excellence de la France en matière d'enseignement du dessin pour démontrer l'importance de réformer le système d'éducation. Selon lui, « la supériorité de l'industrie française » s'explique par le soin que met ce pays dans ses écoles et « si l'on voit aujourd'hui, la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre rivaliser dans l'industrie c'est dans l'expansion de l'étude du dessin [et, donc, dans l'imitation du modèle français] qu'il faut en chercher les causes⁶⁶ ». Le cabinet Marchand se garde toutefois d'affirmer trop explicitement que la France républicaine constitue l'un de ses modèles⁶⁷ puisque Jules Ferry est vu par les milieux ultramontains et les communautés religieuses comme l'« implacable ennemi des congrégations catholiques⁶⁸ ». Néanmoins, les conservateurs y voient une filiation nette avec la réforme de l'éducation menée en France à la même époque. Pour le député de Dorchester, Louis-Philippe Pelletier,

« [I]a clause au sujet des examens que les ministres et les frères devront passer est la même que celle contenue dans la loi de Jules Ferry en 1881⁶⁹ ».

La volonté d'abolir le Conseil législatif du gouvernement Marchand trouve également écho dans les débats ayant cours au Palais Bourbon dans les années 1880. Il faut cependant se garder de voir dans les débats qui animent l'Hexagone une cause directe de la volonté du gouvernement Marchand d'abolir le Conseil législatif. Déjà, dans les années 1870, les libéraux en proposaient la suppression. Toutefois, les vives contestations contre le Sénat qui animent alors la France alimentent probablement les troupes libérales. Les Marchand en sont sans doute d'ailleurs informés par les journaux français auxquels ils sont abonnés comme en fait foi cette boutade de Joséphine : « Heureusement que Baptiste tient à ses vieilles et indispensables institutions. Il ne sait trop pourquoi, mais il ne souffrait pas qu'on portât une main profanatrice sur l'illustre conseil Législatif et son papa le Sénat. Il ne crie pas comme les Français actuellement : Sus au Sénat! Tant mieux pour les candidats Canadiens⁷⁰ ». En effet, dans les années 1870, le Sénat français est perçu par bon nombre de républicains comme une institution visant à freiner « l'évolution » de la France vers une République puisqu'il est en mesure de s'opposer aux réformes de la Troisième République⁷¹. Cela frustre également le gouvernement Marchand qui voit sa loi sur l'Instruction publique torpillée par le Conseil législatif après qu'elle ait été adoptée en chambre.

3.2 L'affirmation politique de son admiration pour la France

L'appui le plus solide aux politiques françaises et à la France de manière plus générale demeure cependant symbolique et vise à affirmer son attachement pour la France tout en consolidant les liens avec celle-ci. Ainsi, en juillet 1887, à l'occasion de la visite de la frégate française *La Minerve*, Félix-Gabriel Marchand, alors président de l'Assemblée législative, ordonne qu'on hisse les drapeaux sur les trois tours de l'hôtel du parlement en guise d'amitié pour son commandant et son équipage. Or, par « inadvertance... ou obéissance de l'employé », un grand pavillon français est hissé au sommet de la tour centrale et fait ombrage aux « tout petits anglais sur les tours latérales ». L'erreur cause scandale. Le gouverneur, Lord Stanley, dépêche l'un de ses aides de camp auprès de Marchand pour l'en aviser. Dans son journal, sa fille rapporte alors que :

Mon père reçut très poliment l'émissaire vice-royal, se répandit en commentaires sur la gaucherie de l'employé, appela son secrétaire, se livra à une enquête, ordonna qu'on recherchât le coupable et, l'ayant trouvé, on lui enjoignit de réparer immédiatement sa bétise, tant et si

bien que nos amis français virent, jusqu'à la fin, le *trois couleurs* flotter au sommet de notre Chambre nationale. Lorsque, enfin, on descendit le flamboyant usurpateur, la *Minerve* était loin, et les petits légitimes furent abaissés en même temps⁷².

Marchand n'hésite donc pas à utiliser l'appareil politique pour exprimer ses sympathies à la France, et ce, même s'il doit causer un petit scandale avec le gouverneur anglais. Pire, il se montre peu pressé de corriger l'erreur pour que le tricolore flotte au-dessus de Québec jusqu'après le départ du navire français. Quelques années plus tard, lorsqu'il devient premier ministre, la mort de Félix Faure, en février 1899, lui donne une nouvelle occasion de témoigner de son attachement à la France. Dès le lendemain du décès de Faure, Marchand fait son éloge en chambre et propose que l'Assemblée législative, en ajournant ses travaux, offre ses sympathies à la France⁷³. Puis, il adresse à madame Faure, au président du Sénat français et au consul de France à Montréal ses condoléances au nom de la province de Québec. Or, bien plus qu'une simple politesse, ce geste s'inscrit dans une volonté de rapprocher le Québec de la France et de consolider ses relations – tant personnelles que diplomatiques – avec le consul de ce pays, ce que ce dernier ne manque d'ailleurs pas d'apprécier⁷⁴. Le geste est d'autant plus significatif, qu'il s'agit de la première fois qu'un premier ministre québécois se lève en chambre pour saluer la mémoire d'un homme politique français.

3.3 Le développement d'un réseau d'échanges avec la France

La francophilie des élites canadiennes-françaises permet également de renforcer les liens qui existent entre la France et le Québec. À travers des relations personnelles, c'est tout un appareil paradiplomatique qui se met en place. Certes, lorsque Raoul Dandurand entretient une amitié avec Gabriel Hanotaux ou avec Aristide Briand, il le fait d'abord à titre personnel. Toutefois, ces relations personnelles entre personnalités ayant des fonctions politiques de premier plan⁷⁵ débouchent fréquemment sur des rapprochements entre le Canada (ou le Québec) et la France. C'est, par exemple, au cours d'un séjour chez Hanotaux que Raoul Dandurand décide de fonder le Comité France-Amérique de Montréal, organisme réunissant bon nombre des plus influents notables de la métropole⁷⁶ et dont le but est de développer des relations culturelles, économiques et artistiques entre le Canada et la France⁷⁷. De même, en 1927, lorsque le Canada désire ouvrir une légation du Canada à Paris, c'est vers Raoul Dandurand qu'on se tourne pour engager les pourparlers puisqu'il possède un large réseau de contacts en France mais, aussi, en Angleterre. Il se rend d'abord chez Austen Chamberlain, ministre des Affaires étrangères britannique et se juge « assez intime avec sir Austen pour me rendre chez lui sans escorte⁷⁸ ».

Puis, à Paris, il est reçu par l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France, lord Crewe qu'il connaît déjà et par Aristide Briand qu'il a déjà vu à maintes reprises⁷⁹. Ces rapports et échanges avec des Français – voire des Britanniques – facilitent l'ouverture de la légation du Canada à Paris et permettent donc de consolider concrètement les liens entre le Canada et la France.

Le cas de Raoul Dandurand est cependant loin d'être une exception. À cette époque, plusieurs membres des élites se servent de leurs amitiés et relations d'affaires pour consolider les relations entre la France et le Canada. En 1881, par exemple, le commissaire général du Canada à Paris, Hector Fabre, fait profiter le gouvernement Chapleau de son réseau de contacts en France pour mettre sur pied le Crédit foncier franco-canadien et de multiples autres projets (établissement d'une ligne de navigation directe entre Montréal et Le Havre, investissements dans plusieurs projets miniers, etc.)⁸⁰. L'un de ses successeurs, Philippe Roy, met quant à lui à profit ses relations et ses amitiés dans les milieux politiques libéraux et financiers afin d'amasser des fonds pour créer la maison des étudiants canadiens à Paris en 1926⁸¹.

De plus, Raoul Dandurand cherche également à favoriser les échanges entre la France et le Québec. Lorsqu'il fonde le Collège Stanislas, il accorde une grande importance à ce que les années de travail des professeurs français dans cet établissement soient reconnues dans l'Hexagone afin de favoriser le recrutement d'enseignants de qualité et d'inscrire cette école dans le réseau d'enseignement français⁸². De même, tout au long de sa carrière, il favorise la venue de parlementaires français au Québec et l'inverse afin de renforcer les liens qui existent entre les deux États. En 1912, par exemple, à titre de président du Comité France-Amérique de Montréal, il participe à la préparation du voyage en Amérique d'un groupe de dignitaires français au sein duquel on compte plusieurs politiciens et intellectuels à l'occasion du premier congrès de la langue française en Amérique.

Conclusion

Au cours des décennies suivant le passage de *La Capricieuse* (1855), l'image de mère patrie qu'occupe la France dans l'esprit des élites canadiennes-françaises s'estompe peu à peu alors que celle de modèle politique et culturel s'accroît. La francophilie des élites politiques canadiennes-françaises s'exprime d'abord timidement au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, principalement à travers une admiration pour la culture rayonnante de la France et un désir de fréquenter des gens natifs de l'Hexagone. Toutefois, dès le début du XX^e siècle, voire même déjà sous le gouvernement Marchand (1897–1900), cet intérêt pour la France s'affirme de façon plus marquée en devenant

particulièrement important dans l'esprit de plusieurs membres des élites politiques, particulièrement ceux d'obédience libérale. La France, jusqu'alors un modèle admiré, devient un modèle culturel et, dans une moindre mesure, politique imité dont on souhaite se rapprocher concrètement – tant sur le plan intellectuel par le biais d'une formation française que sur le plan diplomatique par l'établissement de canaux d'échange officiels et officieux.

Le Canada, par le biais du Statut de Westminster (1931), affirme alors son autonomie face à la Grande-Bretagne et entend de plus en plus développer lui-même ses relations avec d'autres États tout en s'émancipant peu à peu des rapports coloniaux qu'il entretient avec le Royaume-Uni et, dans une certaine mesure – sur le plan sentimental du moins –, avec la France. En ce sens, cette période marque un changement d'attitude important des élites face à l'Europe, celle-ci passant de métropole politique à métropole culturelle.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Archives publiques

Collection Marchand-Dandurand, Bibliothèque et Archives Canada, Ottawa, MG27 III B3 1.

Fonds Félix-Gabriel Marchand, Bibliothèque et archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, P174.

Procès-verbaux de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, 1858.

Sources manuscrites

Journaux (dépouillement sélectif, 1890–1900)

Le Canada français

La Patrie

Sources imprimées

Dandurand, Raoul. *Raoul Dandurand, le sénateur-diplomate : mémoires, 1861–1942*. 2^e édition, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000 (1967).

Débats de l'Assemblée législative du Québec, Québec, Assemblée nationale, 1982.

Débats du Sénat, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1898–1923.

Lovell's Montreal Directory, for 1898–99, Montréal, John Lovell & Son, 1898.

Marchand, Félix-Gabriel. *Mélanges poétiques et littéraires*. Montréal, C.O. Beauchemin et fils, 1899.

Marchand, Joséphine. *Journal intime (1879–1900)*. Lachine, Éditions de la Pleine Lune, 2000.

Études

- Baguenard, Jacques. *Le Sénat*, Paris, Presses universitaires de France, 1990.
- Charle, Christophe. « Paris métropole culturelle: essai de comparaison avec Berlin (1880–1920) ». *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, vol. 111, no 1, 1999, p. 455–476.
- Désilets, Andrée. « CHAPLEAU, sir Joseph-Adolphe ». *Dictionnaire biographique du Canada*. http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=6024, consulté le 14 juillet 2013.
- Doucet, Sophie. « Joséphine Marchand-Dandurand ou 'Le Laurier féminin' : Une journaliste féministe, moderne, libérale et nationaliste (1861–1925) ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 2003.
- Fabre, Gérard. « Un arc transatlantique et sa tangente ou comment se dessine un réseau intellectuel franco-qubécois? ». *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 7, no 1, 2004, p. 47–48.
- Fournier, Marcel. *Les Français au Québec, 1765–1865 : Un mouvement migratoire méconnu*. Québec, Septentrion, 1995.
- Galarneau, Claude et Elzéar Lavoie (dir.). *France et Canada français du XVI^e au XX^e siècle*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1966.
- Gallichan, Gilles. *Honoré Mercier : la politique et la culture*. Québec, Septentrion, 1994.
- Gury, Jacques. « Une Excentricité à l'Anglaise ». Michèle Plaisant (dir.). *L'excentricité en Grande Bretagne au XVIII^e siècle*, Lille, éditions universitaires de Lille III, 1975, p. 191–209.
- Grieder, Josephine. *Anglomania in France, 1740–1789: Fact, Fiction, and Political Discourse*. Genève, Droz, 1985.
- Halden, Charles ab der. *Études de littérature canadienne française*. Paris, F.R. de Rudeval, 1904.
- Harvey, Fernand. « Les relations culturelles entre la France et le Canada (1760–1960) » dans Serge Joyal et Paul-André Linteau (dir.). *France-Canada-Québec : 400 ans de relations d'exception*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 96–106.
- Lacroix, Michel. « Coopération intellectuelle, internationalisme et cosmopolitisme. Philippe Roy et l'émergence du Canada sur la scène mondiale ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, no 1, 2011, p. 13–30.
- Lamonde, Yvan. *Histoire sociale des idées au Québec*. Tome I : 1760–1896. Saint-Laurent, Fides, 2000.
- Lamonde, Yvan et Didier Poton (dir.). *La Capricieuse (1855) : poupe et proue : Les relations France-Québec (1760–1914)*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2006.

- Lamonde, Yvan. « La France puis l'Angleterre, les États-Unis et le Vatican devant l'opinion québécoise » dans Yvan Lamonde et Gilles Gallichan (dir.). *L'histoire de la culture et de l'imprimé : Hommages à Claude Galarneau*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 45–59.
- Laperrière, Guy. *Les congrégations religieuses : De la France au Québec, 1880–1914*. Tome I : *Première bourrasques, 1880–1900*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1996.
- Lefebvre, Jean-Jacques. *Félix-Gabriel Marchand (1832–1900), notaire, 1855, premier ministre du Québec, 1897*. Montréal, 1978.
- Lewis, Charlene Boyer. « Elizabeth Patterson Bonaparte: A Woman between Two Worlds » dans Léonard Sadosky (dir.). *Old World, New World: America and Europe in the Age of Jefferson*. Charlottesville, University of Virginia Press, 2010, p. 247–275.
- Mesli, Samy. « Historique du consulat général de France ». *Cap-aux-Diamants*, no 99, 2009, p. 65–72.
- Perrot, Philippe. *Les dessus et les dessous de la bourgeoisie. Une histoire du vêtement au XIX^e siècle*. Paris, Fayard, 1981.
- Plante, Hermann. *L'Église catholique au Canada (1604–1886)*. Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1970.
- Savard, Pierre. *Le consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1970.
- Simard, Sylvain. « Hector Fabre, point d'intersection d'un axe Montréal-Paris » dans Ivan Carel et Samy Mesli (dir.). *Hector Fabre*. Montréal, VLB éditeur, 2011, p. 138–151.
- Smith, Frédéric. *Cataraqui : histoire d'une villa anglaise à Sillery*. Sainte-Foy, Publications du Québec, 2001.
- Vallières, Marc. « OBALSKI, Joseph ». *Dictionnaire biographique du Canada*. http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=7623, consulté le 14 juillet 2013.

NOTES

- 1 Je remercie Gordon Baker et Donald Fyson pour leur lecture rigoureuse des premières versions de cet article et pour leurs nombreux commentaires qui m'ont permis de l'améliorer. Merci également au Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) et au Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) pour le support qu'ils ont apporté à ces recherches via l'octroi de bourses de maîtrise.
- 2 Joséphine Marchand, *Journal intime (1879–1900)*, Lachine, Éditions de la Pleine Lune, 2000, p. 177 (15 décembre 1897).
- 3 Claude Galarneau et Elzéar Lavoie (dir.), *France et Canada français du XVI^e au XX^e siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966.

- 4 Citons entre autres à l'École polytechnique de Montréal (1872) et à l'École des hautes études commerciales de Montréal (1907).
- 5 Pensons au milieu d'affaires anglophone de Montréal ou à des peintres comme Percival Tudor-Hart (Pierre Savard, *Le consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1970, p. 27; Frédéric Smith, *Cataraqui : histoire d'une villa anglaise à Sillery*, Sainte-Foy, Publications du Québec, 2001.).
- 6 Signalons notamment la biographie de Joseph-Adolphe Chapleau et celle d'Honoré Mercier (Andrée Désilets, « CHAPLEAU, sir Joseph-Adolphe », *Dictionnaire biographique du Canada*, http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=6024, consulté le 14 juillet 2013; Gilles Gallichan *Honoré Mercier : la politique et la culture*, Québec, Septentrion, 1994, 212 p.).
- 7 Les recherches menées à l'occasion du 150^e anniversaire du passage de *La Capricieuse* au Québec constituent un bon exemple de cette production scientifique (Yvan Lamonde et Didier Poton (dir.), *La Capricieuse (1855) : poupe et proue : Les relations France-Québec (1760–1914)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006.).
- 8 Fernand Harvey, « Les relations culturelles entre la France et le Canada (1760–1960) », Serge Joyal et Paul-André Linteau (dir.), *France-Canada-Québec : 400 ans de relations d'exception*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 96–106.
- 9 Gérard Fabre, « Un arc transatlantique et sa tangente ou comment se dessine un réseau intellectuel franco-québécois? », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 7, no 1, 2004, p. 47–48.
- 10 Yvan Lamonde, « La France puis l'Angleterre, les États-Unis et le Vatican devant l'opinion québécoise » dans Yvan Lamonde et Gilles Gallichan (dir.), *L'histoire de la culture et de l'imprimé : Hommages à Claude Galarneau*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 45–59.
- 11 Raoul Dandurand, *Raoul Dandurand, le sénateur-diplomate : mémoires, 1861–1942*, 2^e édition, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000 (1967).
- 12 Marchand, 2000.
- 13 Pour ne citer que deux exemples, Joséphine Marchand se montre particulièrement critique envers les monarchies européennes et souhaite des réformes dans le milieu de l'éducation pour que les filles aient accès à une meilleure formation et que le clergé ait une emprise moins grande sur celle-ci (Sophie Doucet, « Joséphine Marchand-Dandurand ou 'Le Laurier féminin' : Une journaliste féministe, moderne, libérale et nationaliste (1861–1925) », *Mémoire de maîtrise*, Montréal, Université de Montréal, 2003).
- 14 Marchand, 2000, p. 23 (8 août 1882).
- 15 Dandurand, 2000, p. 72.

- 16 Savard, 1970, p. 21–22 et 27.
- 17 *La Patrie*, 25 octobre 1890, p. 1.
- 18 Dandurand, 2000, p. 23.
- 19 *Débats du Sénat*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1898, p. 8 (7 février 1898).
- 20 Félix-Gabriel Marchand, *Mélanges poétiques et littéraires*, Montréal, C.O. Beauchemin et fils, 1899, p. 327.
- 21 Marchand, 2000, p. 150 (7 août 1889).
- 22 Dandurand, 2000, p. 203.
- 23 Marchand, 1899, p. 332.
- 24 Christophe Charle, « Paris métropole culturelle: essai de comparaison avec Berlin (1880–1920) », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, vol. 111, no 1, 1999, p. 462 et 471.
- 25 Philippe Perrot, *Les dessus et les dessous de la bourgeoisie. Une histoire du vêtement au XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 1981, p. 9.
- 26 Charles ab der Halden, *Études de littérature canadienne française*, Paris, F.R. de Rudeval, 1904, p. 314.
- 27 Jean-Jacques Lefebvre, *Félix-Gabriel Marchand (1832–1900), notaire, 1855, premier ministre du Québec, 1897*, Montréal, 1978, p. 9.
- 28 Marchand, 2000, p. 16 (18 juillet 1879).
- 29 Lettre de Joséphine Marchand à Félix-Gabriel Marchand, 28 novembre 1878, BAnQ-Q, fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S2, P209.
- 30 Marchand, 2000, p. 80 (27 juillet 1882).
- 31 Charlene Boyer Lewis, « Elizabeth Patterson Bonaparte: A Woman between Two Worlds », dans Léonard Sadosky (dir.), *Old World, New World : America and Europe in the Age of Jefferson*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2010, p. 247–275.
- 32 Jacques Gury, « Une Excentricité à l'Anglaise », Michèle Plaisant (dir.), *L'excentricité en Grande Bretagne au XVIII^e siècle*, Lille, éditions universitaires de Lille III, 1975, p. 191–209.; Josephine Grieder, *Anglomania in France, 1740–1789: Fact, Fiction, and Political Discourse*, Genève, Droz, 1985, xii-176 p.
- 33 Joséphine Marchand, « Chronique », *Le Canada français*, 23 septembre 1898, p. 1, col. 4.
- 34 Dandurand, 2000, p. 72.
- 35 Marchand, 2000, p. 34 (18 janvier 1883).
- 36 Marchand, 2000, p. 121 (16 octobre 1885).
- 37 Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, Tome I : 1760–1896, Saint-Laurent, Fides, 2000, p. 490.

- 38 Dandurand rapporte notamment les propos de Lord Harding, ancien vice-roi des Indes et ancien ambassadeur à Paris, ainsi que ceux du romancier Rudyard Kipling.
- 39 *Débats du Sénat*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1923, p. 339 (26 avril 1923).
- 40 Savard, 1970, p. 15.
- 41 Savard, 1970, p. 18.
- 42 Pensons notamment à Joseph-Adolphe Chapleau (alors secrétaire d'État dans le gouvernement Macdonald), Jonathan Wurtele (alors orateur de l'Assemblée législative) et à Honoré Beaugrand, maire de Montréal à l'époque (Samy Mesli, « Historique du consulat général de France », *Cap-aux-Diamants*, no 99, 2009, p. 66.).
- 43 Anonyme, « À l'Université Laval de Québec », *La Patrie*, 19 juin 1900, p. 5.
- 44 Marcel Fournier, *Les Français au Québec, 1765–1865 : Un mouvement migratoire méconnu*, Québec, Septentrion, 1995, p. 279.
- 45 Lettre de Félix-Gabriel Marchand à Joséphine Marchand, 30 mai 1881, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, centre d'archives de Québec (ci-après appelé BAnQ-Q), fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S2, P260.
- 46 Lettre de Georges Dubail à Félix-Gabriel Marchand, 7 mai 1887, BAnQ-Q, fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S1, P79.
- 47 Lettre d'Alfred Kleckowski à Félix-Gabriel Marchand, 5 mars 1900, BAnQ-Q, fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S1, P139.
- 48 Lettre d'Edme Rameau de Saint-Père à Félix-Gabriel Marchand, 1^{er} septembre 1888, BAnQ-Q, fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S1, P222.
- 49 Originaire de Bretagne, Joseph Obalski immigre au Québec en 1881 à l'invitation de Joseph-Adolphe Chapleau qui lui propose un emploi comme ingénieur des mines dans la province. Lui et sa femme – Joséphine Gosselin qu'il épouse à Québec en juillet 1882 – sont de bons amis de Joséphine Marchand (Marc Vallières, « OBALSKI, Joseph », *Dictionnaire biographique du Canada*, http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=7623, consulté le 14 juillet 2013).
- 50 Marchand, 2000, p. 99–101 (19 février 1885).
- 51 Marchand, 2000, p. 163 (15 novembre 1897).
- 52 *Lovell's Montreal Directory, for 1898–99*, Montréal, John Lovell & Son, 1898, p. 396.
- 53 Marchand, 2000, p. 21 (27 juillet 1882).
- 54 Dandurand, 2000, p. 41.

- 55 Lettre de Raoul Dandurand à une destinataire inconnue, 19 septembre 1917, Bibliothèque et Archives Canada, Ottawa, Collection Marchand-Dandurand, MG27 III B3 1, dossier « 1. Raoul Dandurand, Correspondance anonyme – Aylesworth ».
- 56 *Ibid.*
- 57 *Ibid.*
- 58 Dandurand, 2000, p. 21.
- 59 Lettre de Raoul Dandurand à une destinataire inconnue, *op. cit.*
- 60 Dandurand, 2000, p. 338.
- 61 Procès-verbaux de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, 1^{er} mars 1858.
- 62 Lettre de Félix-Gabriel Marchand au Révérend Chatillon, 25 octobre 1898, BANQ-Q, fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S1, P44.
- 63 *Ibid.*
- 64 Hermann Plante, *L'Église catholique au Canada (1604–1886)*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1970, p. 492–493.
- 65 *Débats de l'Assemblée législative du Québec : 9^e législature – 1^{ère} Session, 1897–1898*, Québec, Assemblée nationale, 1982, p. 14–15.
- 66 *Débats de l'Assemblée législative du Québec : 9^e législature – 1^{ère} Session, 1897–1898*, Québec, Assemblée nationale, 1982, p. 196.
- 67 Les réformes dans le domaine de l'éducation au Québec ne s'inspirent pas que de la France. Bien au contraire, elles s'inscrivent dans un mouvement beaucoup plus vaste ayant cours dans le monde occidental au XIX^e siècle dont l'objectif est de rendre l'éducation plus accessible et d'améliorer la formation des maîtres. Le cabinet Marchand s'inspire donc aussi des États-Unis et de l'Ontario (*Débats de l'Assemblée législative du Québec : 9^e législature – 1^{ère} Session, 1897–1898*, Québec, Assemblée nationale, 1982, p. 195).
- 68 Cité d'après Guy Laperrière, *Les congrégations religieuses : De la France au Québec, 1880–1914*, Tome I : *Première bourrasques, 1880–1900*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 192.
- 69 *Débats de l'Assemblée législative du Québec : 9^e législature – 1^{ère} Session, 1897–1898*, Québec, Assemblée nationale, 1982, p. 235.
- 70 Lettre de Joséphine Marchand à Félix-Gabriel Marchand, 7 mars 1883, BANQ-Q, fonds Félix-Gabriel Marchand, P174, S2, P235.
- 71 Jacques Baguenard, *Le Sénat*, Paris, Presses universitaires de France, 1990, p. 81–83.
- 72 Marchand, 2000, p. 178 (15 décembre 1897).
- 73 *Débats de l'Assemblée législative du Québec : 9^e législature – 2^{ème} Session, 1899*, Québec, Assemblée nationale, 1982, p. 150–151.
- 74 *Débats de l'Assemblée législative du Québec : 9^e législature – 2^{ème} Session, 1899*, Québec, Assemblée nationale, 1982, p. 152.

- 75 Raoul Dandurand est leader du gouvernement au Sénat (1921-1926, 1926–1930, 1935–1942) et l'un des plus proches collaborateurs de Laurier puis de Mackenzie King. Gabriel Hanotaux est ministre des Affaires étrangères (1894–1895, 1896–1898) et délégué de la France à la Société des Nations. Aristide Briand est l'un des principaux artisans des relations diplomatiques internationales au lendemain de la Première Guerre mondiale.
- 76 Pensons entre autres au premier ministre de l'époque, Lomer Gouin, à l'ancien lieutenant-gouverneur Louis-Amable Jetté, aux magnats des chemins de fer William Van Horne et Thomas Shaughnessy ainsi qu'à l'éminent juriste et ancien sénateur Alexandre Lacoste.
- 77 Dandurand, 2000, p. 165.
- 78 Dandurand, 2000, p. 286.
- 79 Dandurand, 2000, p. 287–288.
- 80 Sylvain Simard, « Hector Fabre, point d'intersection d'un axe Montréal-Paris ». Ivan Carel et Samy Mesli (dir.). *Hector Fabre*, Montréal, VLB éditeur, 2011, p. 145 et 147.
- 81 Michel Lacroix, « Coopération intellectuelle, internationalisme et cosmopolitisme. Philippe Roy et l'émergence du Canada sur la scène mondiale ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, no 1, 2011, p. 17.
- 82 Dandurand, 2000, p. 340–341.

